



Monsieur l'Administrateur Général des Finances Publiques,
Mesdames et Messieurs les Chefs de service,

Si les organisations syndicales ici présentes vous interpellent aujourd'hui, c'est que la situation dans les services est devenue insupportable dans notre Direction. En dix ans, ce sont 24 591 emplois sacrifiés au national à la DGFIP. Dans le Nord, cette année ce seront encore 95 suppressions d'emplois nettes qui contribueront à la dégradation de notre mission de service public.

Monsieur l'Administrateur, qu'avez-vous fait pour sauver vos emplois ? RIEN ! Bien au contraire, vous avez été l'un des artisans appliqués de ce massacre allant même jusqu'à vous enorgueillir de ce fait d'armes lors d'une conférence à l'IRA et lors de vos visites sur les sites alors que les agents vous interpellaient sur l'emploi. Vous allez aujourd'hui exiger de vos chefs de service de nouvelles performances tout en leur réduisant les personnels ainsi que les moyens matériels.

Mesdames et Messieurs les Chefs de service, vous qui devez déjà gérer la pénurie d'emploi, la pression des indicateurs et la pression hiérarchique, on va vous imposer une fois de plus cette année une DPA avec des conditions drastiques non négociables. Ainsi, les objectifs devront être atteints à marche forcée dans un climat de suspicion toujours renforcé par les contrôles internes et les audits.

Si Monsieur Parini avait promis la baisse des indicateurs, la réalité est tout autre. Certains de ces indicateurs ont été fusionnés et les contrôles internes ont doublé en 2 ans. En moyenne, les services subissent 8 contrôles internes par an auxquels s'ajoutent mensuellement les contrôles sur Adonis et FICOBA.

A l'heure des formations contre les discriminations, ce flicage massif jette un doute sur l'honnêteté des agents ainsi que sur leurs compétences. Et comme si cela ne suffisait pas, le BOP vous imposera une baisse de 18,7 % de la DGF. En plus de fliquer le travail de vos agents, vous devrez aussi présenter des solutions d'économies de bout de chandelle dans vos services. Jusqu'où accepterez-vous le grotesque de cette situation ?

Les agents au quotidien subissent les surcharges de travail (reconnues d'ailleurs par M Parini récemment), les conditions d'accueil de plus en plus exécrables, et le manque de considération voire le mépris de la haute hiérarchie. Le syndrome France Télécom s'installe à la DGFIP comme l'a constaté la Cour des Comptes. Dans le Nord, plusieurs tentatives de suicide ont déjà été recensées, mais bien entendu, « aucun rapport avec le travail »... Le rapport des médecins de prévention 2010 présenté au CHS d'octobre 2011 souligne pourtant l'augmentation des visites spontanées des agents liées aux situations de souffrance au travail.

Mesdames et Messieurs, les organisations syndicales présentes vous alertent : ces suppressions d'emplois, cette pression hiérarchique, cette suspicion, aboutissent à la DGFIP au burn-out (syndrome d'épuisement professionnel) de vos agents, dont le silence de certains est révélateur .